

POUR DIFFUSION IMMEDIATE

Faute de s'attaquer à la crise des services de garde, le budget 208 met un frein sur l'égalité entre les hommes et les femmes

OTTAWA - Le 27 février 2018 - Le budget fédéral 2018 fait obstacle à l'égalité des sexes en n'augmentant pas les dépenses gouvernementales en matière d'éducation préscolaire et de garde à l'enfance, soutient l'organisme national de promotion et de défense des services de garde à l'enfance.

« Nous sommes estomaqués de constater que le ministre des Finances Bill Morneau a choisi d'ignorer les preuves comme quoi le manque d'accès à des services de garde abordables est le principal obstacle à la participation égale des femmes au marché du travail », a dit Morna Ballantyne, directrice générale d'Un enfant - Une place (anciennement l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance).

Un enfant - Une place avait demandé au gouvernement fédéral d'investir 1 milliard de dollars en 2018 pour l'éducation préscolaire et la garde des enfants, y compris les sommes déjà prévues au budget de 2017.

« Le budget fédéral de 2017 allouait 540 millions de dollars aux services de garde en 2018-2019 et ce montant n'augmentera que de 550 millions de dollars d'ici 2021-2022, a indiqué Mme Ballantyne. C'est la moitié de ce que le gouvernement libéral précédent avait affecté aux services de garde il y a plus de dix ans, et c'est nettement insuffisant pour s'attaquer à court, à moyen et à long terme aux tarifs élevés et à la grave pénurie de places en services de garde réglementés ».

Selon Mme Ballantyne, une injection immédiate de fonds fédéraux s'impose combinée à un rôle plus actif du gouvernement fédéral au chapitre des politiques de services de garde afin de réduire les écarts en matière de qualité, d'abordabilité et d'accès un peu partout au pays et d'éviter que les iniquités entre les régions, les classes sociales et les femmes et les hommes se multiplient.

« Le gouvernement fédéral doit assumer ses responsabilités et prévoir un budget suffisant pour que tous les enfants et leurs parents aient accès à des services de garde de bonne qualité, abordables et inclusifs, peu importe où ils s'adonnent à vivre, a dit Mme Ballantyne. Faute de quoi, l'égalité des femmes ne sera jamais atteinte au Canada », a-t-elle ajouté.

Mme Ballantyne s'est réjouie de la nouvelle mesure d'assurance-emploi qui vise principalement à encourager les pères à prendre un congé parental après la naissance ou l'adoption d'un enfant.

« L'expérience du Québec et d'ailleurs au monde nous indique que cet avantage “à prendre ou à perdre” aura pour effet d'inciter plus de pères à prendre un congé parental et contribuera à un partage plus égal des soins donnés à maison, tant à court qu'à long terme », a expliqué Mme Ballantyne.

« Par contre, tout en étant extrêmement importants et bienvenus, les congés parentaux pour les pères et les autres deuxièmes parents ne remplacent pas les services de garde ».

-30-

Pour plus d'information ou pour une entrevue en français, contactez :

Jody Dallaire (506) 961-1131

Autrement, en anglais:

Laurel Rothman 416) 575-9230

Morna Ballantyne (613) 791-3411, dg@unenfantuneplace.ca (présentement à Genève en Suisse, mais on peut la joindre par téléphone ou courriel)

Un Enfant Une Place

Un Enfant Une Place se consacre à la promotion d'un système financé à même les fonds publics de services de garde à l'enfance de qualité, inclusifs et à but non lucratif. Il s'agit d'un organisme à but non lucratif composé de membres et représentatif des régions du pays.

